

« LES PETITES PAYSANNERIES, QUESTIONS DE GÉNÉRATIONS »

6^e Journées intergénérationnelles 2017 - Groupe Petites Paysanneries
Université Paris Nanterre, Bâtiment Max Weber, grande salle de réunion, rez-de-chaussée

PROGRAMME

Jeudi 20 avril

9h30-12h30 : SESSION 1

Présidente de séance : Rhoda FOFACK (LADYSS, Université Paris Nanterre)

* **Transformation des systèmes de production du lait en Nouvelle-Zélande depuis 1990 : perte d'autonomie des systèmes fourragers et apparition de structures capitalistes et financiarisées**
Mickaël HUGONNET (PRODIG - AgroParisTech)

* **Gestions alternatives du foncier agricole et relocalisation alimentaire**
Adrien BAYSSE-LAINÉ LER (Université Lumière Lyon 2 – École Normale Supérieure)

* **La résilience des systèmes alimentaires de qualité différenciée : approche pour la compréhension des dynamiques de protection de la qualité de l'eau en agriculture**
Manon GALLIEN (LER Université Lumière Lyon 2 - ISARA Lyon)

12h30-14h: DEJEUNER

14h-17h : SESSION 2

Présidente de séance : Maëlle GÉDOUIN (AgroParisTech, CIRAD)

* **Les Paysans**
Documentaire (39mn), réalisé par Robert BOZZI en 1972

* **Le monde paysan dans le fonds audiovisuel du Parti communiste et du mouvement ouvrier.**
Marion BOULESTREAU (Association Ciné-archives)

Vendredi 21 avril

9h30-12h30 : SESSION 3

Présidente de séance : Hélène CHAUVEAU (Univ. Lyon 2 Lumière, Univ. Fédérale du Santa-Catarina)

* **Pour une compréhension accrue du paysage associée à des études de systèmes agraires : un cas dans les Campos Sulinos brésiliens**
Claudia RIBEIRO (Université Fédérale du Rio Grande do Sul, Brésil (PGDR/ UFRGS))

* **Circuits courts et innovation sociale dans les organisations paysannes au sud brésil : enjeux de la durabilité dans le développement rural : la construction d'un nouveau code socio-technique**
Monique MEDEIROS (Université Fédérale du Santa Catarina (Brésil) - ARTDEV Montpellier 3)

12h30-14h: DEJEUNER

14h-17h : SESSION 4

Présidente de séance : Annaïg OIRY (Université Paris I Panthéon-Sorbonne)

* **« ILS NOURRISSENT LEURS FAMILLES GRACE A LEURS MIGRANTS PLUTOT QU'A L'AGRICULTURE » REGARD SUR L'AGRICULTURE MALIENNE**
Mahamadou NIAKATÉ (LER Université Lumière Lyon 2)

* **Mise en place d'un dialogue participatif dans le cadre d'un projet de développement agronomique au Cameroun.**
Anna CARBONNEL (Université Toulouse Jean Jaurès)

INFORMATIONS PRATIQUES

Organisation: Hélène CHAUVEAU, Rhoda FOFACK, Maëlle GÉDOUIN, Annaïg OIRY, Mohamed Raouf SAÏDI.

Contact: [gpp.evenement\[at\]gmail.com](mailto:gpp.evenement[at]gmail.com)

Site Internet: paysanneries.hypotheses.org

Lieu :

Université Paris - Nanterre

200 avenue de la République

92001 Nanterre

Bâtiment Max Weber-SHS, grande salle de réunion, rez-de-chaussée

Se rendre aux journées :

En train à partir de la gare Saint-Lazare ou en RER ligne A : descendre à la gare Nanterre Université (sortie Université Paris X).

En voiture, prendre l'A86, sortie Nanterre Université, possibilité de se garer dans l'enceinte de l'université. Demander le trajet au passage de la barrière d'entrée dans l'université.



RESUMES

Anna CARBONNEL (Université Toulouse Jean Jaurès)

ETHNOLOGIE D'UN PROJET DE RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT AGRONOMIQUE PARTICIPATIF AU CAMEROUN : ÉTHIQUE ET ENGAGEMENT DES ACTEURS.

Résumé : Suite au constat de la faible adoption des innovations agronomiques par les producteurs, les agriculteurs et les « paysans », la recherche agronomique pour le développement réfléchit depuis les années 1970 à la méthodologie qu'elle utilise pour transmettre son savoir scientifique. C'est en cela qu'elle s'est intéressée à la participation comme dispositif de dialogue et de transmission des pratiques et des savoirs scientifiques, pratiques et locaux dans un groupe hétérogène.

La notion de participation prend racine dans les sciences humaines et sociales et se ramifie suivant divers courants de pensée dont les valeurs principales sont la prise en compte de tous les acteurs d'un groupe, peu importe leur fonction et statut.

Le Centre de coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD) a notamment développé un projet de recherche participatif auprès de deux groupes de pisciculteurs et pêcheurs Camerounais dans le but de légitimer cette démarche de recherche et d'améliorer la rentabilité, la consommation et la valorisation des productions piscicoles.

Ce travail d'ethnographie a pour vocation de faire une étude de ce projet afin de comprendre concrètement de quelle façon il s'est déroulé et quelles ont été les conséquences sur les principaux acteurs engagés dans cette démarche.

De l'apparition de la recherche participative du CIRAD, au bilan que dressent tous les acteurs du projet testé avec les producteurs Camerounais, ce travail soulève des questionnements éthiques qui vont bien au-delà du dit projet. Comment faut-il que les chercheurs interviennent auprès des acteurs concernés par leurs études ? Comment s'articulent les sciences sociales et les sciences agronomiques pour travailler de concert sur un même projet participatif ? Quelles sont les conséquences de tels projets sur les populations concernées ? Mais également quelles sont les marges de manœuvre des populations concernées par ces projets de développement ? De quelle façon le système global détermine le système local ?

L'observation ethnographique d'un tel projet de développement donne à voir que même si la recherche participative a pour ambition de surpasser les biais inhérents aux rapports de pouvoir, ceux-ci persistent tout de même. Alors que reste-t-il de la participation ?

o0000OO00000

Mickaël HUGONNET, UMR Prodig.

CHEMINS DE LA DURABILITE DANS LE DEVELOPPEMENT RURAL : LA CONSTRUCTION D'UN NOUVEAU CODE SOCIO-TECHNIQUE

Résumé : Les quantités de lait produites en Nouvelle-Zélande se sont fortement accrues depuis 1990, passant de 7.5 millions de tonnes par an à 21 millions. Cet essor de la production laitière s'est accompagné de profonds bouleversements du système productif, tant du point de vue technique que structurel et géographique. En effet, si jusque dans les années 1990 la production de lait était quasi exclusivement le fait d'agriculteurs familiaux localisés sur l'île Nord du pays et mettant en œuvre des systèmes de production autonomes et économes en intrants, ce modèle est aujourd'hui largement remis en cause. Ainsi, des formes d'agriculture capitalistes et financiarisées se développent alors que les exploitations familiales régressent. Dans le même temps, la production laitière s'accroît fortement sur l'île Sud qui abrite aujourd'hui 40% de la production nationale. Enfin, on note une tendance à la perte d'autonomie des systèmes fourragers mis en œuvre. L'objectif de ce travail de thèse est d'analyser de façon concrète comment et pourquoi ces évolutions ont pris place et comment elles s'articulent les unes avec les autres. Il s'agit en particulier d'identifier précisément les transformations des systèmes de production qui ont permis le fort accroissement de la production laitière néo-zélandaise depuis les années 1990, ainsi que les causes, conséquences et modalités de mise en œuvre de ces transformations. Ce travail mobilise le cadre théorique, les concepts et les outils de l'agriculture comparée dans une approche globale et pluridisciplinaire. Il a reposé sur un important travail de terrain consistant en l'analyse-diagnostic de la situation agraire de deux petites régions agricoles. Il en ressort que la libéralisation de l'économie néo-zélandaise au milieu des années 1980 a joué un rôle fondamental dans les bouleversements qu'a connus l'agriculture de ce pays au cours des vingt-cinq dernières années. Cette libéralisation, couplée à un contexte économique porteur concernant

la production de lait, a favorisé un développement agricole reposant plus largement que par le passé sur les intrants et biens d'équipement. Nécessitant la mobilisation de grandes quantités de capitaux, ces transformations ont été très inégalement mises en œuvre et se sont révélées être en partie hors de portée des agriculteurs familiaux. De ce fait, elles se sont traduites soit par un recours massif à l'endettement, soit par l'investissement direct de capitaux extérieurs. Au final si les systèmes de production du lait actuellement mis en œuvre en Nouvelle-Zélande autorisent des volumes de production par actif très élevés, ils apparaissent peu efficaces sur le plan économique du fait de niveaux de consommations intermédiaires très importants. Par ailleurs, ils se traduisent par une répartition de la valeur ajoutée entre capital et travail globalement plus favorable au capital. On peut dès lors s'interroger sur la durabilité économique et sociale d'un tel développement.

000000000000

Adrien BAYSSE LAINÉ, LER (Université Lumière Lyon 2 – École Normale Supérieure)
GESTIONS ALTERNATIVES DU FONCIER AGRICOLE ET RELOCALISATION ALIMENTAIRE

Résumé : Ma recherche doctorale s'insère dans un contexte social marqué par un intérêt croissant des consommateurs, agriculteurs et collectivités locales pour l'alimentation de proximité. Je m'intéresse dans ce cadre aux terres agricoles qui sont à la base de ces filières relocalisées, c'est-à-dire au foncier des circuits alimentaires de proximité. J'étudie plus particulièrement comment de nouvelles formes publiques et collectives d'appropriation foncière influencent les secteurs de l'agriculture engagés dans des démarches de commercialisation locale.

Mon cadre théorique se construit à la croisée de quatre principales communautés de recherche : 1° la théorie des « faisceaux de droits » (Schlager & Ostrom, 1992), peu utilisée en France et quasi-exclusivement pour étudier des situations des Suds, 2° en partie dans cette lignée, les études sur les communs, qui connaissent depuis peu un important renouveau (Le Roy 2015), 3° les études sur la coexistence et la concurrence des modèles agricoles (Gasselin, 2016), 4° les études sur la justice foncière (Perrin & Nougarede, 2015).

Mes principales questions de recherche cherchent à comprendre quelle place est allouée à l'agriculture des circuits de proximité et comment des terres agricoles, lesquelles et où cela, sont et deviennent « foncier alimentaire ». À l'échelle des parcelles, je questionne ainsi le statut des terres agricoles de ces circuits relocalisés, aussi bien d'un point de vue physique que de celui des droits fonciers qui leur sont attachés. À l'échelle des exploitations et des territoires, je me demande dans quelle mesure de nouveaux modes de gestion du foncier agricole émergent, se consolident et comment ils favorisent (ou non) l'installation et l'agrandissement d'exploitations intégrées à des filières locales.

Pour répondre à ces questions, je mène des enquêtes de terrain dans trois petites régions françaises, choisies pour leur diversité de situations et dynamiques foncières en agriculture : le Sud-Aveyron, l'Amiénois et le Lyonnais. En leur sein, j'approfondis mes questionnements à travers quatorze études de cas portant sur l'exhaustivité (au sein de mes terrains) des mobilisations de terres publiques et collectives pour favoriser le développement de circuits alimentaires de proximité. Mon travail consiste principalement en des entretiens semi-directifs, conduits avec des agriculteurs (nouveaux installés et cédants), des représentants syndicaux agricoles, des élus locaux, des employés des collectivités, de Terre de Liens, des Safer et des Chambres d'agriculture. Je mène également des analyses documentaires, de journaux locaux, de compte-rendu de réunions et de documents réglementaires.

Certains de mes premiers résultats (Baysse-Lainé, 2016) montre que la gestion de l'accès au foncier agricole est reconfigurée par les projets que j'étudie, autour de quatre axes : la légitimation des nouveaux acteurs (Terre de Liens et intercommunalités), la mise en réseau, le partenariat et la nécessité d'un positionnement pour les acteurs déjà établis. Les terres mobilisées par les acteurs publics et collectifs pour les agriculteurs des circuits de proximité ne sont pas des délaissés agricoles : les quelques cas d'éviction des exploitants en place ont conduit à des conflits. L'intensité de cette conflictualité dépend principalement du contenu des droits fonciers détenus par les fermiers avant et après le projet, de la manière dont ces droits ont été réalloués, et de la temporalité de cette réallocation.

Références

Baysse-Lainé A. (2016), *Quelles mobilisations de terres publiques et collectives pour l'agriculture nourricière de proximité ?*, communication au colloque « La Renaissance rurale d'un siècle à l'autre ? », Toulouse, 23- 27 mai 2016

Gasselin P. (2016), *An analytical framework of the coexistence and confrontation of agricultural models – Introduction to the French case*, présentation au colloque “Theoretical Framework for Comparative Analysis on Family Farming”, Kyoto, 17 mars 2016

Le Roy E. (2015), « Les communs et le droit de propriété. Entre concurrences et convergences », *La Revue Foncière*, n° 4, p. 28-32

Perrin C., Nougaredes B. (2015), *Justice issues in farmland protection policies on the urban fringe*, communication au colloque “2nd International Conference on Agriculture in an Urbanizing Society”, Rome, 14-17 septembre 2015.

Schlager E., Ostrom E. (1992), “Property-Rights Regimes and Natural Resources: A Conceptual Analysis”, *Land Economics*, vol. 68, n° 3, p. 249-262

ooooOOoooo

Manon GALLIEN – ISARA-Lyon – LER-Université Lyon 2

LA RESILIENCE DES SYSTEMES ALIMENTAIRES DE QUALITE DIFFERENCIEE : APPROCHE POUR LA COMPREHENSION DES DYNAMIQUES DE PROTECTION DE LA QUALITE DE L’EAU EN AGRICULTURE

Résumé : En 2009, La loi Grenelle I introduisait la possibilité pour les collectifs en charge de produits sous Indications Géographiques (IG)¹. 1 d’introduire, sur la base du volontariat, des clauses environnementales au sein de leurs cahiers des charges. Les gestionnaires de l’eau, telle que l’Agence de l’eau Rhône-Méditerranée-Corse, chargés de maintenir le bon état de l’eau, se sont saisis de cette opportunité pour interroger la capacité des IG à être des leviers d’actions potentiels pour l’instauration de pratiques agricoles plus respectueuses de la qualité de l’eau. Cette réflexion à la base du projet réalisé par l’ISARA-Lyon, en partenariat avec l’Agence de l’eau RMC, et dans lequel s’insère cette thèse. L’objectif étant d’interroger la manière dont les acteurs d’IG en productions viticoles et fruitières, fortement consommatrices de produits phytosanitaires, mettent en œuvre des actions de protection de la qualité de l’eau sur le territoire de l’Agence de l’eau RMC (grand quart Sud-Est de la France).

Dans le cadre de cette thèse, le sujet a néanmoins été doublement élargi. D’une part il porte sur les actions environnementales en agriculture développées dans une optique de développement durable. La protection de la qualité de l’eau reste au cœur du sujet mais elle est rarement au cœur de projet spécifique. D’autre part, bien que le contexte soit favorable à l’association des IG et des enjeux environnementaux, la littérature fait état de blocages persistants et on recense de nombreuses actions environnementales parallèles auxquelles les adhérents d’IG participent. Pour cette raison, cette thèse porte donc sur les produits de qualité différenciée et leur capacité à mettre en œuvre des démarches environnementales et de protection de la qualité de l’eau.

Enfin, pour appréhender les perturbations subies par la ressource en eau et la manière dont les acteurs mettent en place des démarches environnementales en agriculture, cette thèse porte sur l’ensemble des acteurs intervenant autour des productions de qualité différenciée. Pour cela, nous étudions l’ensemble du système alimentaire auxquels les producteurs appartiennent : on parle des systèmes alimentaires de qualité différenciée. Par ailleurs, nous questionnons les processus de résilience de ces systèmes face à la dégradation de la qualité de l’eau. Cette entrée nous permet une approche holistique, complexe et dynamique qui sous-tendent la mise en place de ces démarches environnementales.

ooooOOoooo

Marion BOULESTREAU, Association Ciné-archives

Ciné-Archives

« Ciné-Archives gère le fonds audiovisuel du Parti communiste français et du mouvement ouvrier et démocratique. L’association a pour mission la conservation et la promotion de ces archives et a pris la suite de Zoobabel et du travail pionnier de Claude Thiébaud, qui s’attacha au milieu des années 70 à la sauvegarde et à la découverte des bobines film de toutes sortes amassées par le P.C.F.

Claude Thiébaud a débuté cette activité en 1975, en créant un secteur Archives au sein de la société Uni/Ci/Té (Société audiovisuelle intégrée au P.C.F. et fondée en 1972), puis avec sa société Zoobabel. Ciné-Archives a pris la suite en 1998 sous la responsabilité de Joëlle Malberg ».

¹ Ces signes de qualité officiels garantissent, aux échelles européenne et française, un lien à l’origine (AOP, IGP).

LES PAYSANS

Fiche technique :

Genre : Documentaire Année : 1972 Coloration : Noir & Blanc Son : Sonore Durée : 00:39:00 Réalisateur : Robert BOZZI Format original : Film 16 mm	Générique : Le PCF et le journal La Terre Production, UNICITÉ Assistant, F. Dutrait Images, Georges. Azevedo Son, Alix Comte, P.Chassel Montage, Jacques Comet Speaker, Michel Cardoze
---	---

Synopsis : « Commandé par le PCF et le journal La Terre, le film analyse la situation politique qui pèse sur les paysans du point de vue du P.C.F.

Les monopoles, ici encore, accaparent le plus possible de richesses. Ils s'approprient le sol, ils concentrent les terres, ils mettent la main sur les réseaux de distribution, ils pillent la paysannerie, qu'ils dépossèdent des résultats de son travail" et propose une issue, aujourd'hui, en France.

Il y est question des conditions de vie très difficiles des paysans, quelle que soit la région, de l'exode rural lié au manque de terres, de la maigre retraite des vieux travailleurs, de l'endettement massif des jeunes paysans. Différentes initiatives sont aussi présentées : les mutualisations d'outils avec les CUMA (Coopératives d'Utilisation du Matériel Agricole), mais aussi les associations de paysans (les GAEC, Groupement Agricole d'Exploitation en Commun). Malgré ces solutions, les paysans s'endettent car la terre coûte cher, et son accès est très difficile, notamment en raison des taux d'intérêt très élevés du Crédit Agricole.

Le film met en avant les préconisations du Parti Communiste, en ces débuts de l'union de la gauche : prêts de longue durée à faible taux d'intérêt, nationalisations pour diminuer l'emprise des grands capitalistes. Le film a deux fins, la seconde raccourcit le film de 6 min. »

ooooOOoooo

Claudia RIBEIRO, Programme de 3^e Cycle en Développement Rural à l'Université Fédérale du Rio Grande do Sul, Brésil (PGDR/ UFRGS).

POUR UNE COMPREHENSION ACCRUE DU PAYSAGE ASSOCIEE A DES ETUDES DE SYSTEMES AGRAIRES : UN CAS DANS LES CAMPOS SULINOS BRESILIENS.

Résumé : Deux districts de la ville de Caxias do Sul – Vila Seca et Criúva – s'inscrivent dans le périmètre faisant l'objet de la recherche multidisciplinaire qui est à la base de cette proposition de communication. Ce sont des localités situées dans la ville de Caxias do Sul, dans l'État du Rio Grande do Sul, le plus septentrional du Brésil. Situé plus largement dans la région des Campos Gerais do Planalto et dans le biome Mata Atlântica, ce milieu est constitué d'une mosaïque autochtone de prairie et de forêt ombrophile mixte, traversée par d'excellentes sources et habitée par une population d'environ 4000 personnes. Celles-ci ont pour principale activité de travail l'élevage laitier et à viande – à caractère paysan –, mais associée à d'autres activités, dans une composition d'occupations variée caractérisant la nouvelle ruralité brésilienne. Un tel habitat présente des particularités socioculturelles complexes, dans ce lieu qui renferme 70% des réserves actuelles en eau potable pour une population qui est la deuxième la plus nombreuse de l'état – environ 500 000 habitants au total. Ce panorama soumet à des contraintes normatives les pratiques agricoles anciennes développées dans ces districts. Dans une démarche régulatrice cependant incohérente, vis-à-vis des pratiques municipales urbaines polluantes autorisées dans le même espace géographique et le bon état de conservation environnementale associé au territoire de vie de ces paysans. La première approche ethnographique que nous avons menée, déjà terminée, associait l'observation participante à l'exploration initiale menée sur la base de la connaissance de l'évolution et de la différenciation des systèmes agraires. Dans ce cadre, l'étude du paysage témoignait empiriquement du fait que cette notion était bien présente dans ce lieu, dans un contexte espace-temps associé aux activités agricoles : nous y avons reconstitué une trajection paysagère, dans le sens établi par Augustin Berque. À présent, nous approfondissons la connaissance ethnographique de ce paysage, avec un intérêt particulier pour l'étude de ses conditions de durabilité dans un contexte de possibilités émancipatrices de la population du lieu. Acte justifié par la grande relevance du contexte imagétique apparue dans la première étape de notre recherche, et également par une volonté particulière de situer la parole de cette construction anthropologique, nous entreprenons dans la présente étape une production vidéographique concernant l'observation participante correspondante. Cette action nous permettra de

connaître en profondeur les tâches quotidiennes des familles d'agriculteurs qui vivent dans ce paysage, ainsi que les différents agencements collectifs qui y opèrent et la façon dont s'établit l'interface externalisée par plusieurs actions urbaines et territoriales mises en œuvre dans ces districts. C'est ce parcours méthodologique que cette communication propose de décrire brièvement, avec l'appui d'une vidéo de 15 minutes. Cette vidéo est une version de travail, intitulée *Histoires de vie dans le paysage des Campos Sulinos du Brésil*, dont la forme ultime intégrera les résultats du projet ethnographique en cours.

Mots-clés : ruralité, préservation, ethnographie visuelle.

Note bibliographique

Claudia Ribeiro a obtenu son diplôme en Génie chimique en 1986 à l'Université Fédérale du Rio Grande do Sul (UFRGS). Dans cet Etat situé dans le sud du Brésil, elle a commencé à exercer professionnellement dans les services d'utilités et de gestion de l'environnement dans le Complexe pétrochimique de Triunfo, à proximité de la construction pragmatique des Systèmes de Gestion de Ressources en Eau du Brésil.

Titulaire d'un Master en Développement Rural, obtenu en 2014 à l'Université Fédérale du Rio Grande do Sul, elle prépare actuellement sa thèse de doctorat au sein de ce même Programme de 3e cycle en Développement Rural (PGDR). Dans ce cadre multidisciplinaire, ses activités de recherche parcourent les domaines de connaissance des sciences agraires, sciences de l'environnement et sciences sociales appliquées, avec le soutien du Conseil National de Développement Scientifique et Technologique (CNPq) et de la Commission de Perfectionnement des Universitaires (CAPES). Aujourd'hui, dans le cadre du projet CAPES-PVE-LIFLOD : Interactions entre l'élevage et le développement territorial durable au Brésil, en Amérique du Sud et dans le monde, elle réalise un stage doctoral en France, comme élève libre à École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS). Pour plus d'informations : <http://lattes.cnpq.br/1958559799658855>.

oooooooo

Monique MEDEIROS, Universidade Federal do Santa-Catarina (Brésil) – ArtDev Montpellier (France) Doctorante en Agroécosystèmes

CHEMINS DE LA DURABILITE DANS LE DEVELOPPEMENT RURAL : LA CONSTRUCTION D'UN NOUVEAU CODE SOCIO-TECHNIQUE

Résumé : Le progrès technologique, promoteur du contrôle et de la spécialisation, coexiste avec un "vide" dans la discussion politique sur leurs implications dans le contexte social dans lequel il se produit. Dans les zones rurales, la recherche pour la productivité et l'efficacité, basée sur la combinaison de l'augmentation de l'échelle de production et l'application des technologies modernes, est devenu un facteur apparemment essentiel pour que les agriculteurs restent compétitifs. En conséquence, un petit nombre d'agriculteurs a intensifié sa production, tandis qu'une partie importante de l'agriculture familiale est exclue du processus de modernisation, ce qui aggrave les inégalités sociales. Préoccupés par ce sujet et d'autres conséquences négatives des procédés technologiques modernes, et conscients de la complexité de la transformation de ce scénario, les agriculteurs, les chercheurs et les médiateurs sociaux interagissent pour réagir face à cette modernisation. Ils construisent donc, de manière innovante, de nouvelles possibilités de développement qui deviennent hégémoniques. Pour cela, ces acteurs sociaux créent de nouveaux liens entre le développement de technologies et le contexte social auquel ils sont liés. Dans ce contexte, on considère que d'autres modifications et innovations ont lieu en permanence. En valorisant les spécificités environnementales et économiques, ces changements, qui concernent des adaptations et des modifications des relations sociales et de travail, sont en mesure de guider les dynamiques socio-techniques qui, malgré une origine locale, génèrent des conséquences plus larges. Considérant que la diversité des trajectoires qui constituent ces procédés innovants doivent encore être étudiés, cette recherche, essentiellement qualitative, vise à comprendre les limites et le potentiel de l'élaboration de stratégies organisationnelles novatrices dans la conduite des transitions socio-techniques compatibles avec une perspective de développement rural liée à la réduction des vulnérabilités socio-économiques et des problèmes environnementaux, ainsi que l'appréciation des aspects culturels locaux.

Pour cela, sont mobilisés de forme interdépendantes les formulations théoriques de la Perspective Acteur-Oriented et l'Approche de la Construction Sociale de la Technologie, qui soulignent la construction sociale de nouveaux systèmes et le potentiel de la construction dans les transitions technologiques. Sachant que l'émergence de ces alternatives innovantes dépend fondamentalement des conditions de l'environnement physique et des répertoires culturels associés, la préparation de cette recherche adopte comme coupe empirique le nord du Rio Grande do Sul, au Brésil. Dans ce région, il est possible d'identifier des groupes d'agriculteurs et d'autres acteurs sociaux, intéressés par l'écologie et l'agriculture biologique, effectuant des «pratiques alternatives» représentant stratégies d'organisation innovantes. Articulées, ces stratégies, en même temps qu'elles assurent la reproduction socio-économique des agriculteurs familiaux, ravivent coutumes et traditions et renforcent les liens sociaux. Cependant, alors que ce processus nouveau et sournois est à l'origine des transformations socio-techniques importants dans la région, elle présente des limites principalement liées à la participation des acteurs sociaux. L'appropriation de certains discours et des pratiques sociales par quelques groupes d'agriculteurs fait que d'autres segments de l'agriculture familiale, plus vulnérables socioéconomiquement, voient leur participation à ces stratégies semée d'obstacles.

Mots-clés: Les stratégies de l'organisation sociale. L'agriculture familiale. Projet de développement rural hétérogène. Transition sociotechnique. Appropriation de discours et pratiques.

oooooooo

Mahamadou NIAKATE, Doctorant au Laboratoire d'Études Rurales – Lyon 2

« ILS NOURRISSENT LEURS FAMILLES GRACE A LEURS MIGRANTS PLUTOT QU'A L'AGRICULTURE » REGARD SUR L'AGRICULTURE MALIENNE

Résumé : Particulièrement dépendante de la variabilité des précipitations, les cultures sont essentiellement menées dans le sud de la zone sahélienne, où tombent entre 400 et 800 mm par an de pluies. Le mil et le sorgho constituent les deux principales céréales cultivées (cultives dites « sous pluie »), en raison de leur très bonne adaptation au climat et parce qu'elles relèvent de pratiques culturelles peu exigeantes. Les rendements restent cependant très faibles, du fait de la nature sableuse des sols et d'insuffisance des apports en fumure minérale et organique.

Le sahel occidental malien comprend une partie de la région de Kayes à la frontière mauritanienne (cercles de Nioro et Yélimané) et une partie de la région de Koulikoro (cercle de Nara). Cette zone est structurellement déficitaire en production agricole. L'insécurité alimentaire y récurrente, est due aux aléas climatiques en général et le déficit pluviométrique en particulier mais surtout la forte migration de cette zone, avec comme corollaire l'augmentation de la pression des populations sur la nature, l'appauvrissement des terres, la baisse constante des rendements des cultures céréalières et les conditions d'élevage difficiles qui amène souvent des conflits internes entre les exploitants et les éleveurs de la même localité.

Dans le sahel occidental malien, la migration est également considérée comme une «activité» qui vient en complément de l'agriculture pour ces populations. Autrement dit, quelle que soit l'année, cette zone, aussi bien que celle sud-soudanienne, comblent leur déficit de production agricole par des transferts de céréales des autres localités du pays, favorisées par les revenus des migrants. L'élevage, qui succède à l'agriculture en termes d'occupation des populations, demeure également une activité principale de la majorité des ménages de peulh des deux zones.

Dans cette intervention, je voulais articuler autour de la production agricole locale et l'appui de migrants pour la consommation. En posant une question principale comme suite : quelle est le poids de la production agricole dans le cercle de Yélimané (mon terrain d'étude) à l'égard de l'achat des céréales par leurs migrants pour la consommation familiale ? La recherche sera portée sur mes enquêtes du terrain de trois dans le cercle de Yélimané.